

quatre fois le quota qui leur a été attribué pour 1990. Le ministre appelle cela des progrès?

Je peux dire au ministre que les pourparlers ne donnent rien. Ils sont sans effet. Pourrait-il prendre des mesures concrètes? Pourrait-il proposer des mesures économiques ou des initiatives politiques? Pourrait-il en finir avec les vœux pieux qui ne mènent nulle part? Pourrait-il mettre quelque chose en route?

M. McDermid: Qu'est-ce que vous suggérez, Roger?

M. Simmons: Je suggère tout d'abord qu'il commence un processus visant à étendre notre compétence jusqu'aux extrémités des Grands Bancs. Voilà ce que je propose. Qu'est-ce que le ministre propose?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, il est certain qu'en matière de vœux pieux, personne ici ne peut faire concurrence au député qui vient de parler.

Des voix: Bravo!

M. Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, la question n'est pas là. La réponse relève du domaine diplomatique. Nous avons déjà obtenu une certaine réduction des quotas fixés par la Communauté européenne. Ce n'est pas suffisant, mais c'est un pas. Nous avons eu une réponse du président de la commission. Nous attendons la visite prochaine du commissaire européen responsable des pêches et nous aurons alors l'occasion de discuter avec lui directement et de lui exposer les problèmes que nous avons.

• (1430)

Il parle de mesures commerciales. Il vient de Terre-Neuve. Il sait bien que sa province serait celle qui souffrirait le plus si nous nous lançions dans une guerre commerciale avec l'Europe, car celle-ci répondrait en bloquant directement les exportations de Terre-Neuve et de la région atlantique à destination de l'Europe.

Nous avons déjà suffisamment de problèmes dans le secteur des pêches sans nous lancer dans une diplomatie belliqueuse dont les conséquences nuiraient à d'autres secteurs de l'économie de la région atlantique, qui sont actuellement florissants et que nous avons l'intention de préserver. Nous n'avons pas l'intention de nous lancer dans des entreprises aussi farfelues qui ne feraient que porter atteinte à la région atlantique.

Questions orales

LE CANADA ATLANTIQUE

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Le premier ministre a déclaré qu'il ne voulait pas de slogans simplistes, mais plutôt des programmes. Il nous a dit qu'il attendait que le comité du Cabinet présente des programmes. Il a amputé les listes de bénéficiaires d'assurance-chômage de la côte est, mais a augmenté de 50 millions de dollars le budget du programme de Développement des collectivités qui exige que les participants soient bénéficiaires de l'assurance-chômage. D'un côté, il réduit le nombre de bénéficiaires et de l'autre, il augmente le budget d'un programme accessible seulement aux bénéficiaires.

M. Epp: Ce n'est pas cela.

Mme McLaughlin: Monsieur le Président, le premier ministre nous a brossé le tableau d'une situation possible, mais les habitants et les familles des provinces atlantiques se demandent ce que l'avenir réserve à leurs enfants. Ils assistent présentement à des mises à pied. Des localités, des conseils scolaires et des dépanneurs ne peuvent même pas planifier en raison de l'instabilité résultant de l'absence de projets de programmes précis pour la région atlantique.

Le premier ministre dira-t-il à la Chambre quels programmes précis il entend mettre en oeuvre maintenant pour la région atlantique?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, il est évident que la députée ne comprend pas comment fonctionnent les programmes en place. Le programme Développement des collectivités a été conçu pour les collectivités qui ont des problèmes précis. Ces localités sont désignées. Elles peuvent obtenir des fonds déterminés par le taux de chômage de chacune—non pas parce que des personnes sont sans emploi—pour les aider à assurer leur avenir. Et c'est exactement cela, un montant additionnel de 50 millions de dollars a été prévu pour ces localités, mais il est en ce moment retenu par l'autre endroit. Ce programme a fait ses preuves dans de nombreuses localités partout au Canada, surtout dans les provinces atlantiques.

Plut tard aujourd'hui, j'annoncerai trois nouvelles régions désignées aux fins du programme, mais les 50 millions de dollars supplémentaires seront versés pour l'ensemble du programme, et cet argent peut commencer à être accordé dès maintenant.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, j'adresserai alors ma question au premier ministre.